



Conseil économique et social

Distr.générale
15 mars 2010
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales
Session ordinaire 2010
26 mai-4 juin 2010

**Rapports quadriennaux pour la période 2005-2008,
présentés par l'intermédiaire du Secrétariat général
par des organisations non gouvernementales dotées
du statut consultatif auprès du Conseil économique
et social, en application de la résolution 1996/31
du Conseil**

Note du Secrétaire général



Table des matières

	<i>Page</i>
1. Centro de Salud Familiar La Fe.....	3
2. Equality Now	5
3. Fédération indienne des associations pour les Nations Unies.....	8
4. Institute for War and Peace Reporting	10
5. International Critical Incident Stress Foundation.....	13

1. Centro de Salud Familiar La Fe

Statut consultatif spécial accordé en 2005

I. Introduction

Le Centro de Salud Familiar La Fe (La Fe) continue d'exercer des activités à des fins exclusivement caritatives, éducatives et scientifiques au sens de l'article 501 C 3 de l'Internal Revenue Code (Code des impôts) américain. Dans cette optique, l'organisation s'efforce constamment de lutter contre les obstacles qui entravent la mise en place d'améliorations dans des secteurs sociaux fondamentaux tels que l'éducation, la santé économique, la diversité culturelle, l'engagement civique, afin d'apporter un soutien aux familles et de promouvoir le dynamisme et la stabilité des quartiers. La Fe dispose de neuf centres de soins contre cinq auparavant, et intègre désormais quatre composantes de services supplémentaires : (a) La Fe Cultural and Technology Center, qui propose un enseignement et une formation sur le thème des technologies multimédias, des arts culturels, des programmes intergénérationnels destinés à renforcer les familles ainsi que des activités de dialogue et de pluralisme interculturel à l'échelle interne et transfrontalière; (b) La Fe Community Development Corporation, centrée sur le développement économique et le logement ainsi que sur le développement professionnel et la formation aux métiers de la construction et aux professions médicales; (c) La Fe Preparatory School, une « *charter school* », (école publique gérée de manière semi-autonome) dont les classes vont actuellement jusqu'au *third grade* (8-9 ans) et devraient être étendues jusqu'au lycée; elle accueille actuellement un Centre d'apprentissage pour adultes qui dispense aux parents des conseils de développement de carrière et des formations professionnelles; et (d) La Fe Policy Research and Education Center, qui analyse et développe les politiques sociales et sanitaires et mène des activités d'engagement civique et de mobilisation en faveur du renforcement des infrastructures sociales et sanitaires à la frontière entre les États-Unis et le Mexique.

Grâce à ses services qui touchent chaque année plus de 40 000 personnes et représentent plus de 120 000 visites, La Fe améliore la sécurité sanitaire et financière d'individus et de familles marginalisés et confrontés à des disparités d'ordre social, économique et sanitaire. Les dirigeants et les services de l'organisation ont mené un dialogue de justice sociale intense sur les problèmes liés à l'immigration avec le Mexique et l'Amérique latine et ont fait part de leurs préoccupations concernant les questions sanitaires transfrontalières, en mettant l'accent sur le VIH/sida. Ils ont en outre abordé la question de l'accès aux services de santé et aux services à la personne en faveur des immigrants mexicains ainsi que les échanges culturels.

La frontière entre les États-Unis et le Mexique est la zone d'impact géographique prédominante de La Fe.

II. Contribution au travail des Nations Unies

A. Coopération avec les organes et/ou les institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain et/ou au Siège

Si La Fe contribue au travail des Nations Unies et du Conseil économique et social, sa participation directe aux réunions des Nations Unies demeure cependant relativement restreinte. Une meilleure notification préalable des événements, une identification plus claire des réunions et des conférences pertinentes ainsi qu'une planification plus précise des enveloppes budgétaires dédiées aux frais de participation pourraient permettre d'obtenir de meilleurs résultats dans ce secteur. Les contributions de l'organisation au cours de ses premières années de travail en qualité d'organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif ont été importantes dans les secteurs du développement et dans la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation. Elles ont permis, d'une part, d'acquérir une meilleure connaissance des principales questions affectant la frontière entre les États-Unis et le Mexique et, d'autre part, de développer et de mettre en œuvre les programmes de collaboration suivants : la seconde Border Binational Health Week (Semaine de la santé frontalière binationale), à laquelle ont participé 10 États frontaliers américains et mexicains en octobre 2005. La Fe a organisé et animé le United States/Mexico border HIV/AIDS summit (sommet frontalier États-Unis/Mexique consacré à la lutte contre le HIV/sida) à El Paso en octobre 2005. Le La Fe Cultural and Technology Center a animé le HIV/AIDS Latino Awareness dinner and play (dîner et pièce de théâtre) en l'honneur du National Latino AIDS Awareness Day (Journée nationale de sensibilisation au sida dans la communauté latino), également en octobre 2005. Les hauts responsables de La Fe coordonnent chaque année depuis 2005 la mise en place des sommets frontaliers États-Unis/Mexique consacrés au HIV/sida qui se déroulent à El Paso. Les organisateurs et les intervenants rassemblent des experts, des personnes atteintes du VIH/sida ainsi que des décideurs politiques des deux côtés de la frontière. La Fe a fait partie du comité de pilotage et d'organisation du Border Tuberculosis Photovoice Project, « TB Everywhere is TB Anywhere », qui s'est déroulé au Parc national de Chamizal à El Paso en mars 2007, sous l'égide de la United States/Mexico Border Association et de la Alianza por la Acción Social TB/VIH-SIDA. En décembre 2008, le Président-Directeur général de La Fe a été nommé au Conseil consultatif (Consejo Consultivo) de l'Institute for Mexicans Abroad (Institut des Mexicains à l'étranger). Il a participé à la Border Security Conference (Conférence sur la sécurité aux frontières), intitulée « Securing and Managing Our Nation's Borders » (sécuriser et gérer les frontières de notre nation) en août 2007 à l'Université du Texas à El Paso. Il est intervenu dans un certain nombre d'événements, notamment la National UNINSURED Latino Conference (Conférence nationale des latinos sans assurance) à l'Université du Texas (mai 2006). Il est également l'auteur d'une présentation sur le thème des soins de santé pour les adolescents à la frontière entre les États-Unis et le Mexique à l'occasion d'un forum communautaire national à Washington, D.C. (novembre 2006) ainsi que d'une présentation sur l'immigration et les questions sanitaires à la frontière lors d'une série de séminaires à l'Université de Harvard à Boston (novembre 2008). La Fe a apporté son assistance à la planification et à l'organisation de la National Infant Immunization Week/Vaccination Week (Semaine d'immunisation/semaine de

vaccination des nourrissons) en fournissant des informations sur la vaccination et l'immunisation lors de l'événement d'inauguration, la « Pan American Caravan for Health » (Caravane panaméricaine pour la santé), qui s'est déroulée à El Paso en avril 2008. Tout au long de l'année 2008, La Fe a participé et a animé le comité de pilotage local de la 67^e réunion annuelle de la United States/Mexico Border Health Association (Association de santé frontalière États-Unis/Mexique), qui s'est tenue en juin 2009. La Fe CARE, un dispensaire et centre de dépistage du VIH/sida reconnu sur le plan national a donné des présentations sur les thèmes du leadership, des soins cliniques, de la formation et de la recherche pendant la période 2005-2008. À titre d'exemple, on peut citer chacun des sommets frontaliers États-Unis/Mexique consacrés au HIV/sida, les XVI^e et XVII^e Conférences internationales sur le sida à Toronto au Canada et à Mexico City, respectivement en août 2006 et août 2008; des séances de formations lors de forums communautaires organisés à El Paso par International AIDS Empowerment et à l'attention de médecins mexicains de Ciudad Juarez.

B. Activités dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fe partage les préoccupations des objectifs du Millénaire pour le développement au travers de son concept holistique de *bienestar* (bien-être). Elle conçoit des stratégies pour lutter contre la pauvreté et promouvoir l'éducation, la santé maternelle et infantile, la prévention du HIV/sida et des maladies sexuellement transmissibles, construire des environnements communautaires durables et développer des partenariats internationaux. Les dirigeants de l'organisation et le personnel du programme sont des partenaires et des participants actifs à divers événements internationaux organisés à Ciudad Juarez et à divers endroits du Mexique, afin d'apporter une solution aux questions communes du VIH/sida, de la tuberculose et de l'immunisation, de l'accès aux ressources sociales et sanitaires et de la formation des professionnels de santé mexicains. La Fe est activement consultée par la United States/Mexico Border Health Commission (Commission de santé frontalière États-Unis/Mexique) et la United States/Mexico Border Health Association (Association de santé frontalière États-Unis/Mexique), qui sont implantées dans 10 États frontaliers du Mexique et des États-Unis.

2. Equality Now

Statut consultatif spécial accordé en 1997

I. Introduction

Fondée en 1992, Equality Now est une organisation internationale agissant en faveur des droits de l'homme dédiée à la protection et à la promotion des droits de la femme dans le monde entier. Elle a pour vocation de mettre un terme à la violence et à la discrimination à l'égard des femmes et d'obtenir une reconnaissance universelle des droits de la femme en tant que droits fondamentaux, en mobilisant l'opinion publique. Les préoccupations majeures d'Equality Now sont le viol, la violence conjugale, les mutilations génitales féminines, la traite des femmes, les droits liés à la procréation, le refus d'accès aux opportunités économiques et à la

participation politique ainsi que d'autres formes de violence et de discrimination à l'égard des femmes.

II. Contribution au travail des Nations Unies

A. Participation aux réunions du Conseil économique et social et de ses organes affiliés et/ou aux grandes conférences et autres réunions tenues sous l'égide des Nations Unies

Commission de la condition de la femme

Quarante-neuvième session, mars 2005. Equality Now a présenté un exposé écrit et procédé à une intervention orale au nom d'une coalition d'organisations gouvernementales sur l'élimination des lois discriminantes et sur la nécessité de nommer un rapporteur spécial sur les lois discriminantes. Equality now a également coparrainé une table-ronde avec la Division de la promotion de la femme, sur le thème « 10 ans après Beijing : toujours inégales aux yeux de la loi - Souligner les lois discriminantes à l'égard des femmes ».

Cinquantième session, mars 2006. Equality now a présenté un exposé écrit appelant à supporter l'élection de candidates qualifiées au poste de Secrétaire général(e) des Nations Unies et à nommer un rapporteur spécial sur les lois discriminantes à l'égard des femmes.

Cinquantième et unième session, mars 2007. Equality now a présenté un exposé écrit appelant à nouveau à nommer un rapporteur spécial sur les lois discriminantes à l'égard des femmes.

B. Coopération avec les organes et/ou les institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain et/ou au Siège

Division de la promotion de la femme

Equality Now a fait partie d'une équipe spéciale d'ONG dans le cadre de l'étude des Nations-Unies sur la question de la violence à l'égard des femmes. À ce titre, nous avons conseillé la Division de la promotion de la femme sur le développement de l'étude du Secrétaire général intitulée : « *Mettre fin à la violence à l'égard des femmes : des paroles aux actes* », publiée en 2006.

Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Quarante et unième session, juin/juillet 2008. Equality now a présenté un exposé écrit sur les lois discriminantes à la demande du Comité et procédé à des exposés oraux lors des réunions avec des organisations non gouvernementales.

Quarante-troisième session, janvier 2009. En juillet 2008, en prévision de la quarante-troisième session, Equality Now a présenté un exposé écrit sur les lois discriminantes dans les pays examinés par le Comité.

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

D'avril 2007 à février 2008, le directeur du bureau de Londres de Equality Now a fait partie d'un groupe consultatif d'ONG auprès de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en préparation de l'Initiative mondiale des Nations Unies contre la traite des êtres humains.

Bureau du Secrétaire général

En février 2008, le Directeur exécutif d'Equality Now a participé à une table-ronde à l'occasion du lancement de la campagne UNiTE du Secrétaire général pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes.

Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

En avril 2008, le Président d'Equality Now a participé à une table-ronde sous l'égide du Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme tenue à Genève, afin de lancer une étude intitulée « *Project on a mechanism to address laws that discriminate against women* » (« *Projet de mécanisme pour l'élimination des lois discriminantes à l'égard des femmes* »)

C. Initiatives entreprises par l'organisation pour promouvoir la réalisation des objectifs de développement convenus au plan international, en particulier les objectifs du Millénaire pour le développement

En juillet 2005, le Président d'Equality Now a fait une présentation devant la Commission de la condition de la femme sur le thème de la Déclaration du Millénaire et des objectifs du Millénaire pour le développement.

À l'invitation de la Division de la promotion de la femme il a participé à un blog consacré à la violence à l'égard des femmes. Ce blog, parrainé en septembre 2008 par le Programme des Nations Unies pour le Développement et le Département des affaires économiques et sociales, mettait notamment l'accent sur les questions d'égalité entre les sexes et les objectifs du Millénaire pour le développement.

3. Fédération indienne des associations pour les Nations Unies

Statut consultatif spécial accordé en 2005

I. Introduction

La Fédération indienne des associations pour les Nations Unies (IFUNA) a été créée en tant qu'organisation non gouvernementale, volontaire, à but non lucratif, pour promouvoir la paix et la compréhension internationales, tels qu'elles sont envisagées dans la Charte des Nations Unies, et pour approfondir les activités des Nations Unies et de ses institutions spécialisées. Cette association a été lancée en 1960.

Ses objectifs sont notamment de :

- a) coordonner les associations des Nations Unies et de coopérer, le cas échéant, avec d'autres organes similaires ayant pour vocation d'approfondir les objectifs des Nations Unies en Inde;
- b) s'associer à la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies (FMANU) et de travailler dans ce cadre;
- c) d'éduquer le grand public sur les Nations Unies et de générer un soutien pour l'Organisation.

II. Contribution au travail des Nations Unies

A. Coopération avec les organes et/ou les institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain et/ou au Siège

L'IFUNA est affiliée à la FMANU (Genève) et, par l'intermédiaire de cette dernière, travaille en étroite collaboration avec le Centre d'information des Nations Unies en Inde et avec des institutions spécialisées. Parmi les événements organisés, on peut citer :

La Journée du patrimoine mondial, 16 avril 2005, à New Delhi.

Journée mondiale de l'environnement, 5 juin 2005, à Shimla, dans l'Himachal Pradesh en Inde; 5 juin 2007, New Delhi; 5 juin 2008, à Shimla, dans l'Himachal Pradesh. L'IFUNA a organisé la Journée mondiale de l'environnement, en collaboration avec le Delhi Pollution Control Committee (Comité de contrôle de la pollution de Delhi). Un séminaire a été organisé à cette occasion avec la participation active du Gouvernement de Delhi et le Centre d'information des Nations Unies.

Réunion du Comité exécutif de la FMANU, mai 2005, à Genève. Le vice-président de l'IFUNA a assisté à la réunion du Comité exécutif de la FMANU.

Journée mondiale de la santé, 7 avril 2007, à Bhubaneswar, dans l'Orissa, en Inde; 9 avril 2007, à Mumbai, dans le Maharashtra, en Inde.

Journée des Nations Unies, 23 octobre 2007, à New Delhi; 24 octobre 2007, à Bhubaneswar, dans l'Orissa; 24 octobre 2008, Tamil Nadu, Inde; 23 octobre 2008, Kolkata, Inde; 30 octobre 2008, New Delhi.

Journée internationale de l'alphabétisation, 8 septembre 2005, à New Delhi; 8 septembre 2008, à Haryana, Inde.

Journée des droits de l'homme, 10 décembre 2006, à Patna, dans l'État de Bihar, Inde; 10 décembre 2007, Kolkata, dans le Bengale-Occidental, Inde; 31 décembre 2007, à Bhubaneswar, dans l'Orissa.

Journée mondiale de la population, 11 juillet 2007 et 2008, à Bhubaneswar, dans l'Orissa.

Trentième-huitième assemblée plénière de la FMANU, novembre 2006, à Buenos Aires.

Réunion du Comité exécutif de la FMANU, septembre 2007, à Beijing.

Séminaire « Implications de l'illégalité de la guerre en Irak », juillet 2007, à Chennai, dans le Tamil Nadu, en Inde. Organisé par l'IFUNA en coopération avec la Fédération indienne des associations pour les Nations Unies du Tamil Nadu et Bharatiya Vidya Bhawan.

Marche de la paix, 21 septembre, à Hyderabad, dans l'Andhra Pradesh, Inde. L'IFUNA et la l'Association pour les Nations Unies de l'Andhra Pradesh ont organisé une « Marche de la paix » en collaboration avec la Walkers Association, l'ABC Lighting Club et la New World Society for Friendship, Cooperation and Peace.

La Journée mondiale de la tuberculose, 24 mars 2008, à Chennai, dans le Tamil Nadu, Inde. L'IFUNA et les Rotariens ont organisé des tests de dépistage de la tuberculose pour 200 chauffeurs de rickshaw et résidents de bidonvilles avec l'assistance du Specialty Hospital and Research Centre.

Séminaire « Risques inconnus du changement climatique »; 18 avril, à Thiruvananthapuram, dans le Kerala, Inde.

B. Activités dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement

WFUNA II Asia Pacific Model United Nations Conference, février 2006, à New Delhi. Le thème de la Conférence était « la sécurité humaine, objectif de développement du Millénaire, en Asie et dans le Pacifique » et l'IFANA en assurait l'animation.

Global Millennium Goals Summit, novembre 2008, à Mumbai, Inde. Le sommet a été organisé par l'IFUNA en collaboration avec la FMANU et le Jai Hind College.

En plus d'organiser des conférences et des événements, l'organisation publie également l'*IFUNA News*.

4. Institute for War and Peace Reporting

Statut consultatif spécial accordé en 1997

I. Introduction

Aperçu de l'organisation. L'Institute for War and Peace Reporting a pour vocation de soutenir le journalisme local et les voix des droits de l'homme en première ligne des zones de crise et de changement. Une société civile démocratique doit pouvoir reposer sur des informations fiables et des débats responsables. Notre objectif est de créer des voix indépendantes et professionnelles dans les sociétés en transition, tout en offrant une solide plateforme internationale pour mettre en avant des points de vue et des informations locales au sein du débat international. Le programme de développement des médias permet d'assurer la pérennité des capacités locales, en renforçant les compétences, en construisant des réseaux et en créant des institutions médiatiques locales. Bien que l'organisation soit essentiellement réputée pour la qualité de son site web (www.iwpr.net), elle utilise également d'autres médias pour diffuser des informations fiables et responsables à de larges audiences, aussi bien dans les pays en transition que sur plan international. L'Institut a commencé il y a quelques années à mettre en place une stratégie ambitieuse qui vise à étendre ses activités sur le plan régional, à accroître l'impact de ses formations médias et journalisme, à élargir son réseau d'organisations partenaires locales et internationales ainsi qu'à renforcer ses réseaux de support et de financement afin d'augmenter son impact et d'améliorer sa durabilité.

Buts et objectifs L'Institute for War and Peace Reporting a pour objectif de contribuer à la transformation fondamentale des zones de conflit et de crise, en lançant des projets capables d'avoir un impact rapide sans sacrifier l'engagement à long terme, en associant des bailleurs de fonds multiples et souvent en créant des institutions locales durables. Les programmes de l'Institut fonctionnent en tenant compte du contexte national et régional. Ils sont développés et souvent gérés par des journalistes et des activistes locaux, en mettant l'accent sur les besoins et les problèmes locaux. Ils s'appuient sur le « bagage » de l'Institut en termes de formation pratique intensive, de mise en place d'institutions et de projets de recherche/couverture médiatique. La formation des reporters débutants, le soutien aux experts par le biais d'enquêtes approfondies dans le domaine des droits de l'homme, la création d'agences de presse régionales, le lancement de programmes d'actualités à la télévision; tous ces éléments font partie de l'approche de l'Institut. Les thématiques abordées comprennent la couverture responsable des conflits, les droits de la femme et le journalisme, la couverture des questions relatives aux droits de l'homme et à la justice dans les sociétés affectées par des conflits ou post-conflits, la gouvernance et la transparence à travers une couverture médiatique et un journalisme d'investigation incisifs et objectifs.

Les programmes actuels de l'Institut couvrent les Balkans et l'Eurasie, l'Asie, l'Afrique et le Moyen-Orient et sont présents dans 24 pays ou territoires grâce à l'implication de 2 000 participants ou bénéficiaires directs chaque année.

Les activités de l'Institut sont variables en termes d'échelle. Son programme le plus important, en Irak, comporte cinq composantes et emploie une centaine de personnes sur le terrain. D'autres projets, en revanche, comme au Zimbabwe et en Ouzbékistan, sont plus discrets et fonctionnent à l'aide d'une poignée de reporters

travaillant sous des pseudonymes. Nous travaillons avec des journalistes et des rédacteurs, des patrons de presse et des activistes des droits de l'homme. Nous collaborons également avec des fonctionnaires locaux et, dans certains cas, des responsables militaires. Nous formons des partenariats avec des groupes de droits de l'homme et des instituts de recherche, des organisations de maintien de la paix et un éventail très large d'acteurs du monde des médias, qu'il s'agisse d'un journal local débutant, d'une station de radio local ou de CNN et de la BBC. Afin d'étendre notre travail et nos réseaux, nous construisons des communautés d'intérêt au sein du grand public, dans les régions, au travers de débats et de forums de discussion, et sur le plan international, au travers des Amis de l'Institute for War and Peace Reporting, de comités de sympathisants, de personnalités engagées et d'une série de manifestations et de tables-rondes, notamment au siège de l'Institut à Londres.

Quelques faits saillants des programmes

Faits saillants des programmes :

Création d'un réseau régional pour l'Asie centrale permettant de mettre en contact les activistes et les organisations agissant en faveur des droits de l'homme avec les agences d'information et les journalistes afin d'améliorer la couverture médiatique des droits de l'homme, de mieux sensibiliser l'opinion publique, de contribuer à un suivi plus efficace des organisations des droits de l'homme; et couverture médiatique « de l'intérieur » des sociétés fermées ouzbek et turkmène.

Dans le cadre du programme de justice internationale, couverture médiatique, activités de formation et de dialogue sur la justice en Afrique, en mettant l'accent sur le travail de formation au Soudan, expansion de la programmation radio en République démocratique du Congo et en Ouganda par la diffusion des programmes radio *Facing Justice* (« Faire face à la justice ») en Afrique, contribution à la reconstruction d'une presse et d'une radio dynamiques et indépendantes au Zimbabwe, en association avec un réseau de partenaires de développement médiatique européens; dans la continuité de son programme Afrique, l'Institut envisage de lancer ses premiers podcasts réguliers, *Africa Media Matters*, consacrés aux médias en Afrique.

L'Institute for War and Peace Reporting est actuellement en train de mettre en place un programme de développement médiatique en Irak sur 2 ans et demi. Tout au long de l'année prochaine, il lancera la seconde phase d'un magazine télé innovant consacré aux droits de l'homme, le premier en son genre dans la région. Diffusé par la chaîne Al-Hurriya sur l'ensemble du territoire irakien, ce magazine bimensuel couvrira des thèmes liés aux droits de l'homme, comprendra des interviews d'hommes politiques, de décideurs, d'activistes et de représentants de minorités et combinera des débats politiques, des enquêtes incisives et des reportages vécus. Les autres éléments du programme seront centrés sur la couverture des élections, le renforcement des liens entre les femmes journalistes et activistes irakiennes, la création d'organisations non gouvernementales irakiennes pour la protection et l'assistance juridique des journalistes ainsi que le renforcement des capacités institutionnelles et éditoriales d'un réseau de médias imprimés et électroniques indépendants dans tout le pays.

II. Contribution au travail des Nations Unies

A. Participation au travail du Conseil économique et social et d'autres organes

Soixante-sixième session de la Commission des droits de l'homme, mars/avril 2005, à Genève L'Institut for War and Peace Reporting a suivi la session et réalisé un rapport sur les conclusions et les recommandations.

World Electronic Media Forum II, novembre 2005, à Tunis. L'Institut a participé à la session et lancé une collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) dans la région Moyen-Orient et Afrique du nord.

Conseil des droits de l'homme, septembre/octobre 2006, à Genève. L'Institut a envoyé des reporters débutants à Genève pour couvrir l'événement, analyser et fournir du contenu pour leurs propres agences et le site web de l'Institut.

Alliance mondiale pour les technologies de l'information et des communications au service du développement, juin 2006, à Kuala Lumpur. L'Institut a envoyé des reporters débutants originaires d'Asie Centrale pour couvrir la conférence et rendre compte des conclusions. Ces rapports ont été diffusés par des médias locaux et régionaux en Asie Centrale.

Élimination de la discrimination à l'égard des femmes, 2007. L'Institut for War and Peace Reporting couvre chaque année cette question et s'efforce de promouvoir l'égalité des sexes dans toutes ses initiatives de formation et de couverture. L'Institut entretient depuis de nombreuses années un partenariat avec l'UNESCO afin d'encourager une meilleure couverture des questions d'envergure mondiale et pour promouvoir la participation de femmes journalistes dans ces activités.

En 2008, l'Institut a été sélectionné par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés en qualité de partenaire de sa publication *Refworld*, qui fait autorité en la matière et vise à promouvoir la prise de décisions mieux informées dans le secteur des demandes et des procédures d'asile.

B. Activités dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Institut for War and Peace Reporting continue à former des femmes journalistes aux fondamentaux d'un journalisme objectif et juste dans le Moyen-Orient, en Asie Centrale, dans le Caucase, en Afghanistan, au Pakistan, en Afrique sub-saharienne. Cette formation et ce mentorat peuvent s'étendre sur une période de deux ans. L'Institut travaille également avec des associations de médias et exerce des activités de lobbying pour les inciter à embaucher plus de femmes journalistes et de rédactrices. Ces activités s'inscrivent directement dans le cadre de l'objectif 3 des objectifs du Millénaire pour le développement, à savoir la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

5. International Critical Incident Stress Foundation

Statut consultatif spécial accordé en 1997

I. Introduction

La International Critical Incident Stress Foundation est une fondation à but non lucratif, ouverte à tous, qui se consacre à la prévention et à l'atténuation du stress pathologique en fournissant (a) des services d'éducation de base, de formation et d'appui en cas de crise à toutes les professions confrontées à des situations d'urgence ainsi qu'à un grand nombre d'organisations et de communautés dans le monde entier; (b) une formation en continu dans le domaine de l'intervention d'urgence et la gestion du stress traumatique du personnel d'appui, de membres du clergé et de professionnels de la santé mentale; (c) des cellules de soutien psychologique d'urgence en période de crise et; (d) des consultations régulières dans le cadre de la création de programmes locaux d'intervention d'urgence en cas de crise ou de catastrophe.

La International Critical Incident Stress Foundation fournit des services de soutien ou de formation à l'intervention d'urgence à près de 1 000 groupes de gestion du stress traumatique proposant des services d'éducation et de soutien psychologique dans 28 pays. Les adhérents sont des membres du personnel d'appui de différentes professions, des membres du clergé et des professionnels de la santé mentale. En février 2005, la Fondation a ouvert un bureau européen à Langen, en Allemagne. Les principaux objectifs du bureau européen sont d'améliorer la communication, de faciliter la formation à l'intervention d'urgence, de constituer des réseaux interorganisations et de mieux servir les besoins des équipes d'appui d'urgence opérant en Europe.

II. Contribution au travail des Nations Unies

Coopération avec les organes et/ou les institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain et/ou au Siège

L'International Critical Incident Stress Foundation est parvenue à forger des relations officielles avec plusieurs organisations fournissant des services d'intervention d'urgence et de gestion du stress traumatique, notamment à la suite de catastrophes. Elle a notamment signé des mémorandums d'accord avec la Croix-Rouge américaine, la National Organization of Victims' Assistance, l'Armée du Salut et l'Église épiscopale. Ces groupes conviennent de soutenir et de coopérer avec la mission de la Fondation et, réciproquement, la Fondation convient de soutenir et de coopérer avec la mission de ces organisations. Les organisations signataires du mémorandum d'accord conviennent en outre de s'entraider lors d'événements traumatiques de grande envergure. D'autres mémorandums d'accord sont actuellement à l'examen avec le Département de la sûreté et de la sécurité du Secrétariat des Nations Unies et l'organisation internationale World Vision.

En janvier et en février 2005, l'International Critical Incident Stress Foundation a collaboré avec son organisation affiliée la Critical Incident Stress Management Foundation en Australie et World Vision pour former des secouristes à l'intervention d'urgence en cas de tsunami, à l'occasion de rassemblements à Singapour et à Bangkok. Suite à ces formations, ces secouristes sont retournés dans leurs propres pays pour former à leur tour leurs collègues aux services de secours et d'intervention d'urgence en cas de catastrophe en Thaïlande, au Sri Lanka, en Inde et dans d'autres pays de l'Océan Indien. World Vision a travaillé en conjonction avec le Programme alimentaire mondial, le Conseil économique et social, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et d'autres institutions humanitaires des Nations Unies afin de soulager les souffrances dans les régions affectées par le tsunami. Le rôle de la Fondation, bien qu'il ait été indirect, a été fondamental. Concrètement, elle a examiné et approuvé le programme de formation et fournit l'essentiel du matériel de formation.

En juin 2006, la Fondation a examiné et suggéré des modifications, des ajouts et des corrections au projet de document de l'OMS intitulé « *Inter-Agency Standing Committee Guidelines on Mental Health and Psychological Support in Emergency Settings* » (Directives du Comité permanent interorganisations sur la santé mentale et le soutien psychologique dans des contextes d'urgence). Le document final a été publié par le Comité permanent interorganisations en février 2007.

En avril 2006, l'International Critical Incident Stress Foundation a été invitée à participer en tant que membre au Groupe de travail consultatif sur le stress du Département de la sûreté et de la sécurité. La première réunion s'est tenue à Paris en avril 2006. La Fondation a été chargée de développer un certain nombre de documents de planification pour le 12 décembre 2006. Ces documents ont été transmis plusieurs jours avant l'échéance au responsable du Groupe de gestion du stress traumatique au sein du Département de la sûreté et de la sécurité. La Fondation a participé à la seconde réunion du Groupe de travail consultatif sur le stress au Siège des Nations Unies en décembre 2006 et a été chargée de développer 25 % du matériel de formation du Groupe de travail. Plus précisément, sa tâche consistait à préparer le matériel relatif aux processus du groupe dans le cadre de la formation sur l'intervention d'urgence. Ce matériel a été combiné à d'autres outils de formation préparés par d'autres consultants ainsi que le Bureau du Conseiller du personnel au Siège des Nations Unies ainsi que le Département de la sûreté et de la sécurité. Enfin, la Fondation a mis au point un programme détaillé sous forme de présentation Powerpoint ainsi que des directives à l'intention des instructeurs et a contribué à hauteur d'une centaine de pages de texte au manuel de formation *Critical Incident Stress Management* (Groupe de gestion du stress traumatique) du Département de la sûreté et de la sécurité.

En mars 2007, à Glen Cove, New York, puis en juin 2007, à Paris, l'International Critical Incident Stress Foundation a dépêché un instructeur, qui a rejoint une équipe de plusieurs consultants, afin de former des agents du Conseiller du personnel à l'intervention d'urgence suite à des catastrophes survenues en différents points du globe. Le programme de formation à la gestion du stress traumatique a été développé conjointement par le Bureau du Conseiller du personnel et le Groupe de gestion du stress traumatique du Département de la sûreté et de la sécurité. La Fondation collabore avec le personnel du Département afin de publier un document analytique sur le Groupe de gestion du stress traumatique ainsi qu'une description détaillée des principes essentiels de la gestion du stress traumatique.